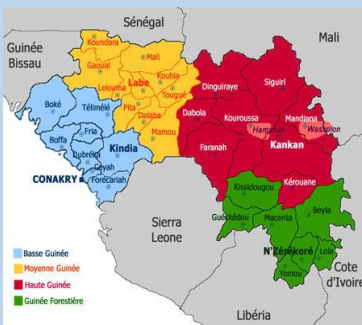


Mercredi 24 Octobre 2017

Manifestation de l'opposition républicaine contre le non-respect de l'accord politique du 08 aout 2018 sur le contentieux électoral du 04 février dernier :

ANALYSE DEMOGRAPHIQUE :

- La République de Guinée est un pays côtier situé dans la partie occidentale de l'Afrique. Couvrant une superficie de 247 857 km et comptant une population de 12 093 349 habitants en 2016. La Guinée est composée de quatre (04) régions naturellement distinctes et huit (08) régions administratives dont la ville de Conakry.
- La ville de Conakry est située aux abords de l'océan Atlantique à l'ouest de la Guinée. Elle est la capitale et la plus grande ville de la Guinée. En 2015, Conakry comptait plus de 3 millions d'habitants, ce qui en fait de cette ville, la plus importante du pays. Elle est subdivisée en cinq (05) communes dont : Kaloum, Dixinn, Matam, Ratoma et Matoto.

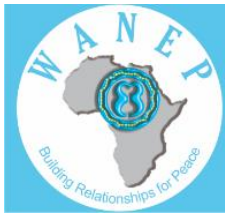


Bref aperçu de la manifestation

I. PROFIL DE L'INCIDE

A la veille d'une marche pacifique prévue par les partis politiques de l'opposition guinéenne, un accord avait été signé le 08 aout 2018 entre la mouvance présidentielle le RPG- Arc-en-ciel et l'UFDG (Union des Forces Démocratique de Guinée) dans le cadre de l'installation des conseillers communaux. Cet accord prévoyait la désignation des maires de la commune urbaine de Dubréka et celle de Kindia respectivement par la mouvance et le parti UFDG.

Suite au non-respect de cet accord depuis 07 octobre 2018, (date à laquelle était prévue pour l'installation des élus locaux), le parti UFDG pour se faire entendre, a annoncé une série de manifestations à travers le pays. Ainsi, des affrontements entre militants des deux partis ont



NEWS Quick Updates

Website: www.wanep.org / www.wanepguinea.org ||
Email: info@wanepguinea.org || Phone: +224657001101

été signalés à Kindia et à Conakry. Deux journées de “villes mortes” ont été décrétées par l’opposition et il en est suivie la marche de ce mardi 23 octobre 2018 sur l’autoroute Fidel Castro à Conakry. Et pourtant, selon nos informations, les autorités civiles avaient interdit cette marche sous prétexte de la crise qui secoue le secteur éducatif guinéen depuis le 03 octobre 18.

Mais l’opposition ayant décidé de ne pas obtempérer à cette interdiction, a pu mobiliser ses militants par endroit dans la ville de Conakry afin de procéder à cette manifestation. C’est ainsi qu’il a eu des affrontements entre les unités d’intervention de la police déployées sur le terrain et les jeunes manifestant dans la journée de ce mardi 23 octobre 2018. Le bilan fait état d’un (1) mort, plusieurs blessés dont le chauffeur du chef de file de l’opposition Cellou Dalein Diallo. Plusieurs arrestations et des dégâts matériels ont été enregistrés. Il faut aussi mentionner que le véhicule de Cellou Dalein Diallo (chef de file de l’opposition) a été touché par des projectiles lors des affrontements et c’est ainsi qu’il a qualifié l’attaque de sa voiture comme une « tentative d’assassinat » contre sa personne et se dit déterminer à poursuivre le combat.

A rappeler que depuis le début de l’installation des conseils communaux, des affrontements entre les militants du parti au pouvoir RPG arc-en-ciel sur le choix d’une tête de liste d’une part et de l’autre, entre l’opposition et le parti au pouvoir ont entraîné des violences à travers le pays. Ces violences politiques ont déjà coûté la vie à trois (3) personnes sans compter le nombre de personnes blessées et les dégâts matériels importants.

II. ANALYSE DES RISQUES

Les facteurs de risques de ces violences sont au nombre de deux : Les marches de l’opposition contre le non-respect des accords politique et la grève des enseignants qui paralyse le système éducatif guinéen. En effet, partant de l’assertion du chef de file de l’opposition qui se dit déterminer à continuer son combat, il est fort probable que le gouvernement et l’opposition prennent des positions radicales et refusent de faire de compromis pour un meilleur dénouement de cette crise. Et si cela arriverait, la Guinée risquerait de se trouver dans une situation de crise généralisée qui pourrait affecter d’autres secteurs sociaux de bases comme il en est le cas maintenant pour l’éducation. Le risque de nouveaux affrontements violents entre les forces de sécurité et les manifestants est très

élevé dans la mesure où les partis de l'opposition envisagent d'autres manifestations dans les prochains jours.

III. MECANISME D'INTERVENTION

- Des forces de l'ordre ont été déployées sur les lieux afin de calmer la situation.
- Les blessés ont été transportés dans les centres de santé pour des soins médicaux.
- Un dispositif sécuritaire a été déployé au domicile du chef de file de l'opposition pour dit on sa sécurité.

IV. RECOMMANDATIONS

- **Aux autorités/Gouvernement :**
 - ✚ Revoir l'applicabilité des accords signé entre mouvance et opposition,
 - ✚ Veiller au respect de l'ouverture de l'enquête indépendante déjà annoncée
 - ✚ Appeler les représentants des partis de l'oppositions et ceux des syndicats des enseignants à dialogue franc et sincère pour éviter des grèves et manifestations répétitives,
- **Aux partis politiques :**
 - ✚ Respecter les résultats des élections et accepter d'aller à la table de négociation,
 - ✚ Prôner la non-violence dans la réclamation de leur droit
 - ✚ Privilégier le respect des consignes donnés par les autorités dans le cadre d'une marche pacifique afin d'éviter des éventuelles confrontations avec les forces de maintien d'ordre,
- **A la population/Jeunesse :**
 - ✚ Éviter toute acte de violence pour résoudre les différends.
- **A la Commission de la CEDEAO :**
 - ✚ Envoyer une mission d'observation à Conakry pour s'entretenir avec les parties prenantes afin de faciliter le processus dialogue pour un meilleur dénouement de la crise actuelle.